L'Action française et le retour de l'Alsace à la France

The political movement "Action française" and the comeback of Alsace to France

Die „Action française“ und die Rückkehr zu Frankreich

Thérèse Krempp Puppink

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/alsace/3492>

DOI : 10.4000/alsace.3492

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 15 novembre 2018

Pagination : 237-251

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Thérèse Krempp Puppink, « L'Action française et le retour de l'Alsace à la France », *Revue d'Alsace* [En ligne], 144 | 2018, mis en ligne le 01 septembre 2019, consulté le 15 septembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/3492> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/alsace.3492>

L'Action française et le retour de l'Alsace à la France

Thérèse Krempp Puppink

237

Après la fin de la Première Guerre mondiale, l'Action française (AF) jouit d'une période de croissance et de prospérité. Elle avait adhéré dès le mois d'août 1914 à l'Union sacrée, et avait cessé toute attaque contre la République, apportant même son soutien indéfectible à Clemenceau à partir de 1917, soutien qu'elle lui conserve d'ailleurs après la guerre. En 1919, l'Action française accepte le jeu politique des institutions républicaines et démocratiques en participant aux élections législatives. Ses députés sont peu nombreux, moins de trente candidats élus, dont Léon Daudet à Paris¹. Cependant, avoir des représentants à la Chambre lui donne une stature politique plus affirmée, et jusqu'en 1926, l'Action française ne manque ni de figures, ni de relais. Elle manifeste une grande activité, son prestige est reconnu et son influence réelle. Ainsi, de 1918 jusqu'au début des années 1920, l'Action française atteint sa phase d'influence maximale dans l'opinion publique. Elle s'implante d'ailleurs progressivement en Alsace pendant cette période. Comment l'Action française s'est-elle positionnée face aux multiples difficultés liées à la réintégration de l'Alsace à la France ? Le malaise alsacien qui se développe dès la fin de l'année 1918 trouve-t-il un écho au sein du mouvement royaliste ? Ces questions sont d'autant plus intéressantes à étudier que l'AF s'est toujours exprimée en faveur d'une décentralisation, face à une III^e République extrêmement centralisée. Pour apporter quelques éléments de réponse, il a semblé intéressant de dépouiller l'organe de presse du mouvement, *L'Action française*. Ce quotidien n'hésite pas à traiter très rapidement après l'arrêt du conflit des inquiétudes et du malaise

---

1. Moins de 5 % d'une Chambre qui compte 616 députés.

des Alsaciens, ainsi que des maladresses de l'administration française. Cependant, alors que le malaise dans les provinces désannexées va en augmentant au fur et à mesure des années, l'intérêt de *L'Action française* semble diminuer tout aussi progressivement. En effet, concernant la question d'Alsace-Lorraine, on recense environ soixante-dix articles ou entrefilets en 1920 et 1921, et ce nombre se réduit à vingt-cinq environ en 1923. Après une première période pendant laquelle se manifeste une forte compréhension à l'égard des Alsaciens, on discerne au sein des colonnes du quotidien une certaine inquiétude liée au développement de l'autonomisme local, et une difficulté de positionnement face à cet autonomisme. Cette préoccupation se double d'un durcissement de ton à l'égard du gouvernement français considéré par *L'Action française* comme incapable de résoudre cette situation de crise. Après l'évocation du positionnement de l'AF en faveur du régionalisme, il convient d'analyser la présentation du malaise alsacien dans les pages de *L'Action française*, avant d'expliquer sa réaction à l'égard des prémices de la montée autonomiste.

Le régionalisme dans la pensée de l'Action française

La quête d'une véritable autonomie de la société civile est l'un des pans fondateurs de la pensée de l'Action française. Le concept de décentralisation est exposé et défendu par Charles Maurras qui publie, dès 1898, une brochure intitulée *L'idée de la décentralisation* dans laquelle il concentre toute sa réflexion sur le sujet². Pour lui, la centralisation étouffe et sclérose le pays en empêchant les initiatives locales. La décentralisation doit être la première étape d'une démarche qui est censée aboutir au régionalisme. Ce régionalisme vise à valoriser et à défendre les intérêts et l'identité des régions particulières en leur accordant une certaine autonomie, tant politique qu'économique. Excepté l'armée, tous les grands services publics sont susceptibles d'être décentralisés selon Maurras. La décentralisation manifeste la nécessité de donner ou de rendre au citoyen un ensemble de compétences, de libertés et de

---

2. Charles MAURRAS, *L'idée de la décentralisation*, Paris, 1898, 45 p. Maurras critique le terme *décentralisation*, lui reprochant en particulier d'être de forme négative, alors qu'il représente, selon lui, une notion positive. Cependant il l'utilise volontiers pour la bonne compréhension de tous.

pouvoirs³ : « Aux communes les affaires communales, les provinciales aux provinces ; et que les organes supérieurs de la nation, dégagés de tout office parasitaire, président avec plus d'esprit de suite et de vigueur à la destinée nationale⁴ ». Selon Maurras, les différents organes qui s'échelonnaient entre le pouvoir central et les individus devraient certes faire l'objet d'un nécessaire contrôle mais ne devraient en aucun cas être soumis à une tutelle étatique ; ils seraient évalués en fonction des résultats obtenus. Cette répartition des responsabilités semble être pour Maurras le point d'équilibre de l'alliance entre autorité et liberté.

Concrètement, l'idée de Maurras est de supprimer les départements qu'il considère comme des entités artificielles, et de réintroduire les régions, afin d'avoir trois divisions territoriales : région, arrondissement, commune. Le but de cette restructuration territoriale serait de rapprocher les instances décisionnelles de la population (l'arrondissement étant plus petit que le département). Selon Maurras, le régionalisme est utile au pays car, en encourageant les expériences locales, on institue un laboratoire de réformes qui sont alors testées à moindre frais, et qui peuvent être, en cas de succès, adaptables et applicables partout. Dans la pensée de l'Action française, décentralisation et régionalisme s'opposent au jacobinisme et à la très forte centralisation de la III^e République. Même s'il existe de nombreux républicains partisans d'une certaine décentralisation – Maurras le reconnaît lui-même volontiers –, la majorité y reste fermement opposée⁵. Ce combat de Maurras pour une autonomie politique et économique rejoint sa volonté de promouvoir les identités culturelles, comme le montre son engagement en faveur du Félibrige et de la défense de la langue d'oc.

Couplée avec une réflexion sur l'autorité, la notion de décentralisation devient structurelle dans la doctrine de l'Action française et participe à l'originalité politique de cette école de pensée. Lors des élections législatives de 1919, les listes d'Union nationale (listes de l'AF) contiennent dans leur programme des points sur la décentralisation et

3. François HUGUENIN, *L'Action française Une histoire intellectuelle*, Paris, 1998, p. 45-47.

4. Charles MAURRAS, *L'idée de décentralisation*, Paris, 1919, p. 43 (réédition de l'ouvrage de 1898).

5. Joseph PAUL-BONCOUR, Charles MAURRAS, *La République et la décentralisation, un débat de 1903*, Paris, 1923, p. 68.

le régionalisme dans les domaines économique et administratif⁶. Forte de cette conception politique, l'Action française aborde la question de l'Alsace-Lorraine avec une certaine aisance.

Analyse du malaise alsacien

En novembre 1918, *L'Action française* se fait l'écho, comme tous les autres quotidiens français, des festivités qui ont lieu en Alsace⁷. Le journal participe à l'enthousiasme général, il suit l'avance des troupes françaises en Alsace ainsi que les manifestations de joie qui y sont attachées. Cependant, dès le 16 novembre, dans la rubrique « Revue de Presse », on trouve la reprise d'un article d'un député messin au *Reichstag*, article qui récapitule une partie des inquiétudes des hommes politiques alsaciens-lorrains. Les inquiétudes relevées concernent le salaire des fonctionnaires et des ministres du culte, ainsi que les retraites des ouvriers⁸.

Le 26 février 1919, Maurice Pujo écrit : « Il y a une nouvelle question d'Alsace-Lorraine⁹ ». Il souligne les maladroites commises par l'administration française ainsi que la volonté des habitants de maintenir les libertés religieuses et scolaires et, de façon plus générale, leur souhait de s'orienter vers une régionalisation. Au début de l'année 1920, Maurice Pujo publie une série d'articles qu'il intitule « Problèmes alsaciens et lorrains¹⁰ ». On peut considérer Pujo comme le spécialiste de l'Alsace-Lorraine au sein de la rédaction du quotidien¹¹. Ton modéré et analyse nuancée caractérisent ses textes. De ce fait, il se démarque largement du

6. Eugen WEBER, *L'Action française*, Paris, 1985, p. 151.

7. Voir entre autres : « L'Alsace-Lorraine attend sa délivrance avec impatience », *L'Action française*, 13 novembre 1918 ; « L'Alsace-Lorraine rendue à la France », 12 novembre 1918 ; « Nos Provinces libérées », 15 novembre 1918.

8. « Le respect des intérêts en Alsace-Lorraine », *L'Action française*, 16 novembre 1918.

9. « En Alsace-Lorraine », *L'Action française*, 26 février 1919.

10. Huit articles entre le 16 mars et le 1^{er} avril 1920.

11. Maurice Pujo avait déjà couvert l'affaire de Saverne en 1913-1914. Il s'était rendu à Saverne au mois de décembre 1913 et avait tiré de son séjour une série d'articles. Voir sur le sujet l'étude de Anne-Catherine SCHMIDT-TRIMBORN, « L'Action française et l'affaire de Saverne », in Jean-Noël GRANDHOMME et Pierre VONAU (dir.), *L'affaire de Saverne, Quand une petite ville d'Alsace devint le centre du monde (novembre 1913-janvier 1914)*, Metz, 2018, p. 251.

ton souvent outrancier et agressif de Maurras et de Daudet. Au cours de notre période, Pujo traite quelques-uns des points de frictions existant entre la France et les provinces retrouvées.

L'une des pierres d'achoppement concerne le statut des fonctionnaires. Ce point fait l'objet d'un très long développement de la part de Pujo : il est traité dans cinq numéros de *L'Action française*¹². Il concerne les différences de salaire entre les fonctionnaires de l'Empire allemand et les fonctionnaires français, mais aussi les tensions qui existent entre les fonctionnaires alsaciens de souche et « les fonctionnaires français de l'intérieur ». En effet, le départ des fonctionnaires d'origine allemande après la guerre a créé des vides qu'il a fallu rapidement combler. Pour attirer les fonctionnaires français en Alsace, l'État leur a promis des indemnités conséquentes qui doublent parfois leur salaire et qui engendrent des différences importantes entre le salaire des nouveaux arrivés et celui des Alsaciens. De plus, les fonctionnaires de l'intérieur, n'étant pas au fait de la législation locale et ne connaissant pas la langue, ne peuvent pas accomplir la tâche qui leur est assignée et ils sont obligés de se faire aider par les fonctionnaires locaux, ce qui donne à ces derniers un surcroît de travail.

Par ailleurs, rajoute Pujo, les fonctionnaires du cadre alsacien-lorrain craignent, pour le calcul de leur droit à la retraite, d'être obligés de passer sous le régime français, régime qui est bien moins favorable que celui de la loi allemande. Maurice Pujo fait état de l'assemblée générale des fonctionnaires alsaciens-lorrains tenue à Strasbourg le 7 février 1920¹³. Il indique que ces fonctionnaires réclament à la fois l'assimilation de leur traitement avec celui des fonctionnaires venus de l'intérieur, et le maintien de leur droit à la retraite établi par l'Empire allemand. De surcroît, ils ne veulent pas être astreints à de nouveaux concours ou examens pour intégrer la fonction publique française. Ensuite, Pujo détaille les solutions apportées progressivement par le gouvernement français. Il se montre en première analyse satisfait par celles qui sont proposées en 1920 pour résoudre la question du statut des fonctionnaires de l'enseignement. Sur ce point, son jugement va évoluer dans les mois suivants. L'analyse de Pujo est intéressante car

12. En première page, du 17 mars au 21 mars 1920 inclus.

13. « Problèmes alsaciens et lorrains. La question des fonctionnaires », *L'Action française*, 18 mars 1920.

elle est nuancée et fait la part des choses. Il présente les faits avec un souci d'impartialité, et cherche à comprendre sans lancer de jugement péremptoire. Ainsi il présente aux lecteurs des exemples qui permettent d'expliquer les tensions en Alsace. En voici un : quand un instituteur de l'intérieur est envoyé dans une localité, on y envoie également son épouse institutrice et on la nomme dans la même localité pour ne pas séparer la famille. Mais, par voie de conséquence, l'administration déplace de façon arbitraire l'institutrice qui était là auparavant, la plupart du temps bien connue et appréciée de la population, et cela provoque de nombreux mécontentements. De plus, nous dit Maurice Pujo, les institutrices en Alsace, religieuses ou laïques, étaient la plupart du temps célibataires, et le nouveau statut de femme mariée étonne la population locale¹⁴. Pujo insiste aussi sur les difficultés rencontrées par les fonctionnaires de la magistrature : les nouveaux arrivants, non seulement ne connaissent pas l'allemand, mais ignorent la législation qu'ils doivent appliquer¹⁵.

Maurice Pujo ne remet pas en cause les attentes des fonctionnaires alsaciens, mais il souligne aussi que la France consacre une partie non négligeable de son budget aux provinces désannexées alors que ses finances se remettent très difficilement des quatre années de guerre. Il évoque le mécontentement légitime des fonctionnaires locaux face à ceux de l'intérieur qui ne font aucun effort d'adaptation lorsqu'ils arrivent, et qui sont prêts à imposer une assimilation intensive. Mais d'autre part, il justifie aussi le déplacement d'Alsaciens-Lorrains considérés par l'État comme germanophiles, en expliquant que la France doit veiller à l'objectif final, qui est l'unité du territoire. Ainsi, en 1920, tout en reconnaissant les difficultés rencontrées par les fonctionnaires locaux, Maurice Pujo soutient aussi certaines décisions du gouvernement français.

Plus importante pour lui est la question scolaire qui est liée à l'enseignement religieux et à l'école confessionnelle. Pujo estime que la France en 1918 était connue en Alsace-Lorraine pour son anticléricalisme. Il raconte, pour illustrer son propos, que certains Alsaciens, en novembre 1918, auraient caché crucifix et images pieuses, persuadés qu'ils étaient que les soldats français allaient les détruire¹⁶. Pujo regrette aussi la

14. « Problèmes alsaciens et lorrains. La question des fonctionnaires », *L'Action française*, 20 mars 1920.

15. *Ibid.*

16. « Problèmes alsaciens et lorrains. La question scolaire », *L'Action française*, 23 mars 1920.

maladresse du gouvernement français qui a nommé comme commissaire parlementaire à l'instruction publique le sénateur Charles Debierre, bien connu pour son anticléricalisme et son soutien à l'école laïque. Il explique ensuite à son lectorat en quoi consiste l'école confessionnelle en Alsace-Lorraine : dans les écoles publiques, il y a quatre heures par semaine d'enseignement religieux données par l'instituteur ; prières dites le matin et le soir ; existence d'écoles normales confessionnelles où les instituteurs sont préparés à l'enseignement religieux (catéchisme et histoire sainte pour les chrétiens) ; droit pour les religieuses de diriger des écoles ; droit d'inspection du clergé sur les écoles. Certes, rajoute Pujo, ce programme semble stupéfiant pour les Français de l'intérieur (particulièrement pour les partisans de la laïcité), mais la population y tient et « ce serait folie d'engager avec nos compatriotes retrouvés une lutte dont les conséquences seraient désastreuses ». Il conclut son article en écrivant : « il faut donc un régime spécial en Alsace-Lorraine », avec manuels spécifiques et emploi exclusif d'instituteurs locaux¹⁷. Pujo rappelle dans un autre article que l'école confessionnelle en Alsace ne date pas de la période allemande mais qu'elle correspond, à quelques détails près, au « régime scolaire qui existait en France avant 1870¹⁸ ». *L'Action française* se fait le relais d'une manœuvre du gouvernement dévoilée par l'abbé Wetterlé dans *Le Rhin français* : pour encourager les conseils municipaux à préférer des institutrices laïques aux religieuses, l'État décide de rémunérer les premières, tandis que le traitement des religieuses est laissé à la charge des communes¹⁹.

La question que Maurice Pujo considère comme la plus importante est celle de la langue. Sur ce sujet, son opinion évolue entre 1920 et 1921. En 1920, il approuve les recommandations du recteur de l'Université de Strasbourg qui préconisent un changement fondamental car elles proposent de supprimer l'enseignement de l'allemand pendant les trois premières années du primaire. Ensuite il est prévu que l'allemand ne soit enseigné que trois heures par semaine – auxquelles il faut ajouter les quatre heures hebdomadaires d'enseignement religieux qui sont censées rester en langue allemande. En ce qui concerne les écoliers qui ont déjà commencé leur cursus scolaire, il est simplement précisé dans

---

17. *Ibid.*

18. « L'école confessionnelle », *L'Action française*, 2 mars 1921.

19. « En Alsace et en Lorraine. Nos conclusions », *L'Action française*, 1^{er} avril 1920.

l'instruction du recteur qu'ils doivent « se hâter d'apprendre le français », recommandation qui peut laisser songeur mais qui ne semble pas troubler Pujo²⁰.

Cependant, l'opinion de *L'Action française* évolue sur ce sujet, et le 11 mars 1921, Pujo publie un article intitulé « La méthode directe en Alsace et en Lorraine », avec un sous-titre : « Au rebours du bon sens ». Dans cet article, il considère que le débat sur la méthode directe est un des plus graves qui agitent les deux régions. Il présente une définition de cette méthode : « la méthode directe est celle qui prétend faire immédiatement de la langue française l'instrument de tout enseignement à l'école. [...] Elle est simple est claire : on fait tous les cours en français, comme si le jeune Alsacien, qui ne sait que l'allemand, était élevé à Paris ou à Lyon²¹. » Pujo explique que les parents s'inquiètent de cette méthode qui les coupe de leurs enfants car eux-mêmes ne parlent pas le français. D'autre part, avec cette méthode, les élèves finissent par ne savoir ni l'allemand, ni le français ; « ils savent encore moins les autres matières car ils sont rebutés par les difficultés de l'instrument, la langue, qui leur est inconnue ». Pujo explique qu'il n'est pas envisageable d'utiliser l'alsacien en classe car, comme tout dialecte, son vocabulaire est restreint. Il préconise donc l'usage de l'allemand dans les écoles et propose alors le bilinguisme, l'apprentissage simultané du français et de l'allemand à l'école primaire. Pour lui, la question linguistique est le point le plus sensible, il considère qu'il ne faut pas forcer la population à apprendre le français « sous peine de l'éloigner de la France ». Il conclut son article en disant : « Procéder autrement, c'est agir au rebours de l'opportunité, de l'ordre des choses et du bon sens. Qu'on enseigne en allemand si cela est nécessaire, pourvu que l'on enseigne l'amour de la France et non pas le mécontentement contre la France²² ! » Dans un autre texte, Maurice Pujo dénonce un article de Lavisce dans lequel l'académicien aurait déclaré « intolérable » le refus de la méthode directe dans l'enseignement du français²³. Selon Pujo, l'envoi de plus d'un millier d'instituteurs et d'institutrices ignorants de la langue et des coutumes du pays a été l'une des mesures les plus désastreuses de l'après-guerre²⁴.

20. « Problèmes alsaciens et lorrains. La question des langues », *L'Action française*, 16 mars 1920.

21. « La méthode directe en Alsace et en Lorraine », *L'Action française*, 11 mars 1921.

22. « Au rebours du bon sens », *L'Action française*, 11 mars 1921.

23. « L'école confessionnelle », *L'Action française*, 2 mars 1921.

24. « Le régionalisme alsacien-lorrain » *L'Action française*, 4 décembre 1920.

Fonction publique, écoles confessionnelles et bilinguisme sont ainsi les trois points fondamentaux traités par *L'Action française*. Toutefois, Maurice Pujo continue à évoquer régulièrement d'autres dysfonctionnements, comme l'application d'une réforme au sein de la Faculté de médecine à Strasbourg, réforme qui pénalise les étudiants alsaciens ayant commencé leurs études sous le régime allemand²⁵. Pujo met aussi en garde son lectorat contre les raisonnements et les interprétations simplistes. Il demande ainsi aux Français de l'intérieur de faire des efforts pour comprendre les Alsaciens et d'accepter qu'ils soient différents²⁶. « C'est le perpétuel malentendu des Français de l'intérieur qui arrivent dans nos provinces reconquises avec l'idée conventionnelle qu'ils se sont faites d'elles pendant la séparation, idée forgée à l'image de ce que nous sommes devenus nous-mêmes au cours de cette période²⁷. » *L'Action française* continue son travail d'exploration du malaise alsacien en critiquant « les revenants » qui ne sont pas au courant des réalités alsaciennes et qui cherchent pourtant à s'imposer dans la région²⁸.

Du régionalisme à l'autonomisme ?

Le 4 décembre 1920, *L'Action française* met en exergue, en première page, à côté du titre du journal, une citation de l'abbé Muller, député d'Alsace : « Je ne vois pas la nécessité que (sic) la législation soit la même pour toute la France ». À l'intérieur du journal, un long article analyse l'intervention du chanoine Muller à la Fédération régionaliste²⁹. *L'Action française* appuie son discours et considère, comme lui, que « l'Alsace-Lorraine constitue pour la France une expérience de régionalisme qui pourrait être salutaire et riche d'enseignements³⁰ ». Dans le cadre d'une

25. « Les étudiants alsaciens et l'internat » *L'Action française*, 27 juillet 1920.

26. « La grève en Alsace-Lorraine », *L'Action française*, 24 avril 1920.

27. « Questions d'Alsace et de Lorraine », *L'Action française*, 2 mars 1921.

28. *Ibid.*

29. Membre du *Landtag* d'Alsace-Lorraine entre 1911 et 1918, le chanoine Eugène Muller est ensuite député du Bas-Rhin de 1919 à 1927, puis sénateur à partir de 1927. À l'Assemblée nationale, il œuvre tout particulièrement à l'adaptation de la législation française aux conditions spécifiques des provinces recouvrées. Son combat principal est la défense de l'école confessionnelle et du bilinguisme. Voir notamment le livre de Christian BAECHLER, *Clergé catholique et politique en Alsace, 1871-1940*, Strasbourg, 2013, p. 214-220.

30. « Le régionalisme alsacien-lorrain », *L'Action française*, 4 décembre 1920.

régionalisation, le député préconise l'organisation de conseils régionaux qui seraient en mesure de préparer le travail administratif et législatif de la Chambre.

Les articles de Maurice Pujo, en particulier sur la méthode directe, ont une forte résonance en Alsace : plusieurs journaux locaux les remarquent et en font des commentaires très élogieux³¹. Ils considèrent que *L'Action française* semble comprendre la région bien mieux que nombre d'autres journaux français. On voit ainsi petit à petit se tisser des liens entre l'Action française et l'Alsace. Certains journaux locaux sont d'ailleurs surpris que ce soit l'organe de presse royaliste qui soutienne leur région³². La défense des particularismes de l'Alsace devient en 1920 et 1921 un thème important de *L'Action française*, c'est un sujet porteur, qui lui permet à la fois d'explicitier sa pensée régionaliste et d'être connue et appréciée dans les provinces désannexées.

L'Action française voit ainsi les possibilités d'implantation en Alsace, et elle décide alors de publier pour l'année 1921 un almanach (comme cela se faisait beaucoup) en langue allemande destiné à l'Alsace-Lorraine. C'est le *Kalender der Action française für Elsass und Lothringen*³³. Selon le principe de l'almanach, le calendrier de l'année civile s'accompagne de divers renseignements, articles et photographies. Une partie des articles est consacrée bien évidemment à la présentation de l'Action française et de sa pensée. En effet, l'un des objectifs de cette publication est d'œuvrer en faveur du développement de l'idée monarchique. À côté de cela, on trouve des récits d'histoire de France, une étude sur les rapports de l'Alsace avec la France avant 1789³⁴, des pièces de littérature écrites spécialement pour l'occasion, poèmes en alsaciens, contes et légendes d'Alsace, mais aussi les photos de plusieurs monuments français célèbres. Cet almanach remporte un succès certain, ce que soulignent plusieurs

31. « L'Action française et les problèmes alsaciens », *L'Action française*, 24 mars 1921.

32. C'est le cas notamment de *L'Écho de Mulhouse*, de *La Dépêche*, du *Démocrate de Colmar*, de *La République de Strasbourg*, de *L'Écho de Sélestat*, du *Courrier d'Alsace*. Voir « Notre Almanach pour l'Alsace et la Lorraine », *L'Action française*, 31 janvier 1921.

33. « Vient de paraître », *L'Action française*, 3 janvier 1921.

34. Les récits historiques permettent à l'Action française de présenter l'attitude conciliante de la monarchie quand l'Alsace devint progressivement française, à partir de la fin de la guerre de Trente Ans. À la souplesse et au respect des particularismes et des libertés, prônés au XVII^e siècle, l'Action française oppose la rigueur de la III^e République et de ses décisions centralisatrices.

journaux alsaciens. C'est en effet un très beau coup médiatique car les publications françaises en langue allemande, spécialement faites pour l'Alsace-Lorraine, sont très rares³⁵. Grâce au choix de l'allemand, l'Action française touche un vaste public et cet almanach au succès sans cesse grandissant va paraître plusieurs années de suite. Selon le *Courrier de Metz*, les royalistes, en publiant un almanach en allemand, prouvent « qu'ils sont plus larges d'esprit que les républicains³⁶ ».

À partir du printemps 1920, le ton des articles concernant l'Alsace-Lorraine se durcit contre l'État français. En effet, Maurice Pujo commence à critiquer systématiquement les décisions du gouvernement : il lui reproche d'appliquer la loi de façon aveugle et accuse les hommes politiques de montrer de graves insuffisances³⁷. Il attaque les « lamentables mesquineries » ainsi que « l'imprévoyance de l'administration française³⁸ » et accuse la volonté centralisatrice du système républicain qui impose brutalement des changements dans l'administration, l'enseignement et la langue. Maurice Pujo est partisan d'un changement radical de méthode dans la ré-assimilation de l'Alsace-Lorraine³⁹. Révéler les insuffisances et les erreurs du gouvernement français permet au journal de promouvoir ses principes royalistes. En effet, selon la théorie de l'Action française, la République est par nature même centralisatrice – elle ne peut donc pas proposer un autre système politique et administratif –, alors que la monarchie promeut le régionalisme. Au-delà de cette analyse, *L'Action française* met en garde le gouvernement français, car elle soupçonne les Allemands d'utiliser le mécontentement et les déceptions de la population pour encourager l'autonomisme alsacien⁴⁰. Au début de l'année 1921, le journal publie plusieurs articles sur ce qu'il appelle « l'irrédentisme allemand⁴¹ ».

35. Ce que critique d'ailleurs fortement Maurice Pujo qui estime que l'État français devrait publier et diffuser en Alsace des livres en langue allemande, pour contrecarrer les ouvrages diffusés par l'Allemagne mais aussi pour accompagner la transition linguistique. Voir « Contre la propagande boche en Alsace et en Lorraine », *L'Action française*, 16 janvier 1921.

36. Cité par *L'Action française*, 17 janvier 1921.

37. « En Alsace et en Lorraine. Le vœu de l'ordre », *L'Action française*, 30 mars 1920.

38. « Odilia », *L'Action française*, 30 janvier 1921.

39. « En Alsace et en Lorraine. Nos conclusions », *L'Action française*, 1^{er} avril 1920.

40. « La propagande allemande en Alsace-Lorraine », *L'Action française*, 24 avril 1920.

41. Notamment le 25 janvier 1921 avec un article de Charles Maurras intitulé « Encore l'irrédentisme allemand ».

Le quotidien commence d'ailleurs à s'inquiéter face à la découverte de sentiments hostiles à la France au sein de la population alsacienne et particulièrement chez une partie des catholiques. En effet, les milieux catholiques alsaciens s'inquiètent de la politique religieuse et scolaire du gouvernement français. Pour certains d'entre eux, comme pour l'abbé Xavier Haegy, il est temps de dénoncer le malaise qui règne dans toutes les couches de la société alsacienne. Maurice Pujo suit avec attention le positionnement d'un groupe de personnalités catholiques et sent les prémices de la poussée autonomiste parmi ces catholiques dès la déclaration de Graffenstaden et les débats houleux qui s'en suivent lors de l'assemblée générale de l'UPR⁴² à Strasbourg à la fin du mois d'octobre 1921⁴³. À Graffenstaden, lors d'une réunion politique le 23 octobre, un membre de l'UPR avait évoqué la possibilité de faire appel à la SDN contre la France si cette dernière portait atteinte « aux traditions religieuses et scolaires » de l'Alsace⁴⁴. Cet incident est le révélateur des tensions de plus en plus prégnantes au sein du parti politique ainsi que des deux tendances qui s'y dessinent⁴⁵. L'attitude de certains catholiques est très déstabilisante pour le journal. En effet, en France de l'intérieur, le mouvement de l'AF a toujours voulu se présenter comme le protecteur des catholiques et des intérêts du catholicisme, considéré par les penseurs du mouvement – même s'ils sont eux-mêmes agnostiques – comme le ciment de la société française. Toutefois, le mouvement royaliste ne peut en aucun cas suivre les catholiques alsaciens sur le chemin de l'autonomie. En effet, si la décentralisation et le régionalisme font partie intégrante de la doctrine de l'AF, l'autonomisme est inacceptable pour elle, car il va à l'encontre de ce que Maurice Pujo appelle « la cause nationale⁴⁶ ». Ce sujet lui semble suffisamment alarmant pour lui consacrer une série de quatre articles

42. Union Populaire Républicaine, premier parti politique régional et expression politique du catholicisme alsacien.

43. « Pour l'Alsace catholique et française », *L'Action française*, 2 novembre 1921.

44. Christian BAECHLER, *Clergé catholique et politique en Alsace, 1871-1940*, op. cit., p. 183.

45. La tendance qualifiée de *nationale*, ou *aile droite*, « est disposée à une assimilation plus ou moins rapide, sauf en ce qui concerne les institutions religieuses et scolaires, afin de manifester le patriotisme des Alsaciens ». L'autre tendance, qualifiée d'*autonomiste*, ou *aile gauche*, « veut le maintien de l'ensemble des institutions particulières de l'Alsace-Lorraine dans le cadre d'une région avec de larges compétences. Entre ces deux tendances, un centre s'efforce de préserver l'unité en conciliant les extrêmes ». Cf. Christian BAECHLER, *Clergé catholique et politique en Alsace, 1871-1940*, op. cit., p. 182.

46. « En Alsace. Les catholiques et la France. IV », *L'Action française*, 16 juillet 1921.

intitulée « En Alsace. Les catholiques et la France⁴⁷ ». Dans cette série, il dénonce la position de certains journaux catholiques alsaciens et met en garde les catholiques contre la tentation autonomiste, présageant que cette orientation politique ne pourrait que les décrédibiliser sur le long terme aux yeux de l'État français⁴⁸. Il leur recommande au contraire de faire preuve de patriotisme et de rejoindre ceux des catholiques français qui combattent le système politique. Ainsi, la montée du mécontentement en Alsace, et par voie de conséquence la tentation autonomiste chez certains leaders catholiques alsaciens, engendrent un malaise visible dans les articles de Maurice Pujo. Probablement est-ce pour cette raison que le nombre d'articles consacrés à l'Alsace ne cesse de diminuer entre la fin de 1918 et le début de 1924.

Conclusion

L'Action française s'est ainsi fait l'écho du malaise alsacien lié au retour de la région à la France. Ce quotidien est opposé à l'assimilation hâtive des territoires désannexés ainsi qu'à l'absorption de toute la législation locale par la législation française. Il aurait souhaité, comme plusieurs autres personnalités politiques, trouver dans la réintégration de l'Alsace l'occasion d'explorer la voie de la décentralisation et du régionalisme. *L'Action française* considère le parti radical responsable du malaise alsacien, en raison de sa volonté jacobine de forger une République *une et indivisible*⁴⁹. L'intérêt porté aux provinces recouvrées est favorable au mouvement royaliste dont le quotidien est l'organe de presse. Sa défense du régionalisme, par le biais du bilinguisme et de l'école confessionnelle, lui suscite dans la région de nombreuses sympathies, malgré le malaise qui se révèle dans ses relations avec certains catholiques alsaciens, en raison d'une conjoncture très différente de celle de la France de l'intérieur. La période étudiée correspond à la phase d'implantation de l'Action française en Alsace. Au début des années 1920, l'Action française compte huit sections en Alsace, quatre dans le Bas-Rhin et quatre dans le Haut-Rhin. Elle fonde un hebdomadaire bilingue, *Le National d'Alsace et de Lorraine*,

47. 12 juillet, 13 juillet, 14 juillet, 16 juillet 1921.

48. « Pour l'Alsace catholique et française », *L'Action française*, 2 novembre 1921.

49. « En Alsace. Les catholiques et les France », *L'Action française*, 12 juillet 1921 ; « Les Radicaux et l'Alsace », *L'Action française*, 9 novembre 1921.

qui paraît pour la première fois le 25 décembre 1924. Les tentatives du Cartel des Gauches pour supprimer le concordat en Alsace et la grève scolaire qui suit favorisent encore le développement local de l'Action française. Cependant, sa réprobation face à la montée du mouvement autonomiste entre 1925 et 1928, et sa condamnation par le pape Pie XI (29 décembre 1926) vont porter un coup d'arrêt brutal à son expansion.

Résumé

250

L'Action française et le retour de l'Alsace à la France

À la fin de la Première Guerre mondiale, l'Action française jouit d'un prestige non négligeable car, dès août 1914, elle avait adhéré à l'Union sacrée, cessant toute attaque contre la République et apportant même son soutien à Clemenceau durant la crise de 1917. Après la guerre, elle accepte le jeu politique des institutions républicaines et démocratiques en participant aux élections législatives de 1919, ce qui lui donne une stature politique plus affirmée, même si ses députés sont très peu nombreux. Ainsi, de 1918 jusqu'à l'avènement du Cartel des gauches, l'Action française atteint sa phase d'influence maximale dans l'opinion publique. Elle s'implante d'ailleurs progressivement en Alsace. Comment s'est-elle positionnée face aux multiples problèmes liés à la réintégration de l'Alsace à la France ? Le malaise alsacien qui se développe dès la fin de la guerre trouve-t-il un écho au sein de l'Action française, qui par ailleurs s'est toujours exprimée en faveur d'une décentralisation face à une III^e République extrêmement centralisée ? Cet article analyse le positionnement de l'organe de presse du mouvement royaliste face au mécontentement qui s'amplifie dans les provinces désannexées, et face aux prémices de l'autonomiste local.

Zusammenfassung

Die „Action française“ und die Rückkehr zu Frankreich

Zum Ende des Ersten Weltkriegs genießt die Action française ein nicht geringes Ansehen, hat sie sich doch, bereits im August 1918 der „Heiligen Union“ angeschlossen, jede Attacke gegen die Republik

vermieden und sogar Clémenceau während der Krise von 1917 unterstützt. Nach dem Krieg akzeptiert sie das politische Spiel der republikanischen Institutionen in dem sie an den Parlamentswahlen von 1919 teilnimmt. Diese bestätigen ihre politische Präsenz auch wenn sie nur über wenige Abgeordnete verfügt. Von 1918 bis zum Durchbruch des Kartells der Linken erlangt die Action française ihren höchsten politischen Einfluss in der Öffentlichkeit. Welche Stellung bezieht sie angesichts der massiven Probleme der Wiedereingliederung des Elsass? Findet das elsässische Unbehagen, das gleich nach Kriegsende aufkommt, ein Wiederhall bei der Action française die sich eigentlich immer für eine Dezentralisierung gegenüber einer sehr zentralistischen Dritten Republik, ausgesprochen hat? Dieser Artikel analysiert die Positionierung des Presseorgans der royalistischen Bewegung, in Anbetracht der Unzufriedenheit die immer stärker in den annektierten Provinzen anschwillt und der Vorzeichen eines aufkommenden lokalen Autonomiebestrebens.

Summary

The political movement "Action française" and the comeback of Alsace to France

At the end of World War I "Action française" enjoyed an undisputable prestige, having joined the «sacred union» in August 1914, thus renouncing any form of attack on the Republican system, even supporting Clémenceau during the 1917 crisis. After the war it accepted the political functioning of the republican and democratic institutions, as in the 1919 parliamentary elections, which gave it a more solid status, although very few of its candidates were elected. As a consequence, between 1918 and the victory of the "cartel des gauches" (left wing coalition) l'Action française reached an unprecedented high in public opinion, gradually establishing itself in Alsace. How did it react to the numerous problems arising from the reintegration of Alsace in France? Was the late World War I Alsatian malaise part of the preoccupations of a party which had persistently advocated decentralisation as opposed to the 3rd Republic's staunch centralizing options? This article will examine its attitudes as formulated by the communication medium of this royalist movement, when confronted with the malaise reaching these reconquered provinces and with the first steps of local autonomism.